



Independent observer  
of the Global Fund

## L'approche de statu quo en matière de couverture sanitaire universelle doit changer, estiment les organisations de la société civile

Tandis que certains pays progressent sur la voie de la couverture sanitaire universelle, dans l'ensemble très peu de pays semblent consacrer une part suffisante des ressources nationales au financement public de la santé. Ils continuent de dépendre de niveaux inacceptables de frais à la charge des patients, ainsi que des financements fragmentés et volatils des donateurs.

Tel est l'avis exprimé par plusieurs organisations de la société civile (OSC) qui ont signé une déclaration mise au point au travers du [mécanisme d'engagement de la société civile](#) (MESC) présenté au [Forum sur la couverture sanitaire universelle](#) organisé au Japon les 13 et 14 décembre. Le Forum était coorganisé par l'Agence japonaise de coopération internationale, CSU2030, l'UNICEF, l'Organisation mondiale de la Santé et la Banque mondiale. CSU2030 est une plateforme pluri-partite qui encourage le travail en collaboration aux niveaux mondial et national sur le renforcement des systèmes de santé, dont le Fonds mondial est membre.

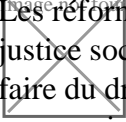
Les organisations de la société civile sont d'avis que la couverture sanitaire universelle s'avèrera critique pour atteindre les objectifs et les cibles des Objectifs de développement durable liés à la santé, notamment en ce qui concerne l'éradication du sida, de la tuberculose et du paludisme. Elles disent « constater avec inquiétude » que le monde n'est pas encore sur la bonne voie pour parvenir à la couverture sanitaire universelle d'ici à 2030. « Nous réclamons un changement à l'approche de statu quo en matière de couverture sanitaire universelle ».

Ce Forum sur la couverture sanitaire universelle est le deuxième du genre, mais c'est la première fois que la société civile participe activement, organisée par le biais du MESC.

Les organisations de la société civile se sont certes réjouies de l'engagement politique renouvelé et des promesses faites par les leaders présents à Tokyo, mais elles ont néanmoins souligné que bien que certains pays progressent, dans l'ensemble, très peu de pays semblent consacrer une part suffisante des ressources nationales au financement public de la santé. « Ils continuent de dépendre de niveaux inacceptables de frais à la charge des patients, ainsi que des financements fragmentés et volatils des donateurs. »

Les organisations de la société civile ont avancé trois principes qui, selon elles, devraient guider les efforts mondiaux et nationaux :

1. La santé est un droit de l'homme et la réalisation de la couverture sanitaire universelle devrait garantir que personne ne soit laissé pour compte ;
2. Les frais à la charge du patient devraient progressivement être abolis et le financement public de la santé devrait être augmenté de manière significative ;
3. Il est indispensable d'assurer une bonne gouvernance, une transparence rigoureuse et une responsabilisation saine.

 Les réformes de la couverture sanitaire universelle au niveau national sont un facilitateur critique de la justice sociale et de l'équité et, à ce titre, elles doivent s'inscrire dans des efforts plus larges en vue de faire du droit à la santé une réalité, affirment les OSC. Tout en reconnaissant que l'on parviendra progressivement à la couverture sanitaire universelle, elles appellent les gouvernements, les parties prenantes de la santé mondiale et les donateurs à « s'engager en faveur d'un universalisme progressif afin de garantir que les personnes qui sont à l'heure actuelle laissées pour compte et le plus dans le besoin reçoivent la priorité, sans discrimination et sans exclusion ».

Les organisations de la société civile se disent inquiètes de l'augmentation des frais directs à la charge des patients dans de nombreux pays qui se sont pourtant engagés à parvenir à la couverture sanitaire universelle. « La couverture sanitaire universelle ne peut être atteinte que si les gens ont accès aux services et aux médicaments essentiels à un prix abordable, sans devoir assumer de paiements directs comme les frais à la charge des utilisateurs », soutiennent-elles. « Nous appelons les gouvernements à augmenter progressivement leurs investissements dans la santé et à tendre à consacrer au moins 5 pour cent de leur PIB annuel aux dépenses publiques de santé, en donnant la priorité aux soins de santé primaires liés aux paquets de services de santé essentiels... Ces ressources devraient être mobilisées par les gouvernements, notamment au travers de la taxation progressive, des gains d'efficacité et d'une plus grande harmonisation avec d'autres flux de ressources, dans le but de réduire de façon équitable les frais à la charge du patient et donc de réduire les difficultés financières auxquelles sont confrontés les patients et leurs communautés. »

Lorsque le secteur privé participe au financement, à la mise au point et à la fourniture de services et produits de santé, ajoutent les OSC, il convient d'assurer des garanties éthiques adéquates pour éviter les conflits d'intérêts et atténuer les potentiels bénéfices excessifs. En outre, disent-elles, des systèmes permettant aux patients de surveiller les paiements à leur charge doivent être en place.

Pour plus d'information, veuillez contacter Annick Jeantet au secrétariat du MESCS : [ajeantet@ghadvocates.org](mailto:ajeantet@ghadvocates.org). Le Fonds mondial a publié une fiche d'information intitulée « Gros plan sur la couverture sanitaire universelle », disponible [ici](#).

[Read More](#)

---